

Recuperar el pazo de Meirás sin volver a pagarlo

Ocho meses después de su creación, la comisión de expertos creada por la Xunta para analizar las alternativas de recuperación del pazo de Meirás para el patrimonio público se ha decantado estos días pasados por una posible estrategia. El comité, que preside el historiador Xosé Manoel Núñez Seixas y del que forman parte responsables del Gobierno gallego, juristas etc. es partidario de que el Estado ejerza una acción civil para declarar la nulidad del título de propiedad del pazo de 1941 al estar probado que se trató de una simulación de una compraventa dado que el inmueble ya había sido adquirido y donado al dictador en 1938 en calidad de Jefe de Estado.

**Récupérer le Pazo de Meiràs sans le payer de nouveau**

Huit mois après sa création, la commission d'experts créée par la Xunta afin d'analyser les alternatives ~~qui s'offrent à elle de récupération du~~ **pour que le** manoir de Meiràs ~~pour le~~ **redevienne** patrimoine public ~~s'est positionnée/ prononcée/ mise d'accord~~ **s'est décidée** pour une éventuelle stratégie **possible**. Le comité, ~~que préside (présidé par?)~~ l'historien Xosé Manoel Nùñez Seixas ~~et responsable~~ **et dont font partie des responsables** du Gouvernement galicien, **des juristes etc...** est partisan ~~de l'exercice~~ d'une action civile **menée par l'État/ est favorable à ce que l'Etat mène une action civile** pour déclarer ~~la (nullité?) du~~ **nul le** titre de propriété du manoir datant de 1941, étant prouvé qu'il ~~s'agissait~~ **s'est agi** ~~d'une simulation d'un achat-vente que~~ **d'un simulacre de vente, puisque** la propriété avait déjà acquise et donnée au dictateur en 1938 en tant que/ en sa qualité de chef de l'État.

El comité [también] ve factible la recuperación, por su uso oficial reiterado entre 1938 y 1975. Argumentan que una vez adquirida la condición de bien público, este se vuelve inalienable e imprescriptible. Es decir, que los Franco no podrían alegar que son propietarios por su ocupación durante más de treinta años sin oposición dado que el pazo no perdería la condición de bien público.

Para los expertos de la Xunta, está sobradamente probado el uso del pazo como residencia estival de la Jefatura del Estado entre 1941 y 1975. Está más que acreditado que durante toda la dictadura las administraciones actuaron en el pazo de Meirás como si se tratase de una propiedad pública, asumiendo todo tipo de obras de reforma y de mantenimiento.

~~Le comité envisage aussi la récupération,~~  
Selon le comité, il est aussi possible de récupérer le manoir ~~pour~~ du fait de son utilisation officielle réitérée entre 1938 et 1975. ~~Is ajoutent qu'~~ L'argument sur lequel est fondé cette stratégie est qu'une fois acquis le statut de bien public, ~~il~~ celui-ci devient inaliénable et imprescriptible. C'est-à-dire que ~~les franquistes~~ les Franco ne pourraient plus ~~et~~ alléguer qu'ils sont propriétaires ~~de part son occupation, pendant plus de trente ans sans opposition~~ car ils ont occupé le lieu pendant trente ans sans que personne ne s'y oppose, étant donné que le manoir ne perdrait pas son statut de bien public.

Pour les experts de la Xunta, l'utilisation du passage manoir comme résidence estivale d'été ~~par la tête du gouvernement~~ par le chef de l'Etat entre 1941 et 1974 est amplement prouvée. Il est largement ~~aeerédité~~ démontré que, ~~durant~~ tout au long de la dictature, ~~les membres de l'administration~~ agissaient dans le Pazo de Meirás comme s'il s'agissait d'une propriété publique, en assumant tout type de ~~réforme~~ fonctionnelle travaux et de ~~maintenanece~~ et d'entretien.

Fue la Casa Civil del Jefe del Estado, a través de los servicios de intendencia, quien se hizo cargo también de todos los gastos de las estancias de Franco y de su familia en Meirás, desde la compra de alimentos al combustible de la calefacción.

Los Franco [se declaran] herederos de buena fe, al considerar que esto abriría la puerta a una indemnización. [...] El Gobierno gallego, tras años de vetar cualquier propuesta para recuperar Meirás, se avino a analizar posibles alternativas, siempre y cuando no supusiese un desembolso de dinero público.

Ce fut la ~~Maison Civile~~ le cabinet du Chef de l'État, à travers les/ par le biais des services d'intendance, qui s'est aussi chargé de / qui a également pris en charge toutes les dépenses ~~des séjours de Franco et de sa famille~~ a lorsque Franco et sa famille séjournaient à Meirás, depuis de l'achat de nourriture jusqu'au combustible du chauffage.

Les ~~franquistes~~ Franco se déclarent héritiers de bonne foi foi, considérant/estimant/pesant que cela ouvrirait/puisse ouvrir la porte à une indemnisation. Le gouvernement galicien, après des années de veto sur n'importe que le toute proposition pour récupérer Meirás, a accepté d' donné son accord pour analyser de possibles alternatives, tant qu'il ne connaît pas la que/ à condition que cela ne représente pas une dépense d'argent public/ tant que cela ne coûte rien à la région.

### Conseils et remarques:

- Pour les prochains exercices facultatifs, il faudra rendre **une traduction sans ambiguïtés, avec une seule proposition de traduction**, en assumant la traduction.
- Il faut vraiment essayer de comprendre le texte pour bien **déduire le sens de nombreux passages, simples ou difficiles**.  
**Par exemple « possible estrategia »** peut sembler simple à traduire, mais traduire « éventuelle stratégie » est un faux sens. La Xunta n'émet pas une hypothèse, elle s'est décidée pour une stratégie qui peut être menée et qui peut porter ses fruits (c'est-à-dire finir par permettre le retour du manoir dans le patrimoine public). « Eventuelle » n'est pas approprié.  
**De même, « simulation d'achat-vente » est un faux sens** et ne se dit pas. Le mot approprié en français est « simulacre », car l'acte de vente de 1941 s'est fait a posteriori, après que le manoir avait déjà été donné à Franco. En français, « simulation » est un « essai », donc faux sens, provoqué par la trop grande

proximité du texte espagnol.

- **essaie de ne pas rester trop proche du texte espagnol. Retravaille ta production française** avec des phrases qui ont un **sens limpide et des expressions et formulations bien authentiques en français**.

Par exemple, tu as compris seule que « **présidé par** » était **plus naturel que « que préside »**.

Avec le mot « **factible** », qui veut dire « réalisable, faisable », tu ne perçois pas qu'est énoncée la deuxième alternative qui est possible, c'est-à-dire qui peut être concrétisée et déboucher sur la récupération du manoir. Tu traduis par « envisage », mais cela n'est pas assez fort. C'est « envisage comme pouvant déboucher sur du réel, sur quelque chose qui se réalise ».

Tu traduis aussi « **argumentan** » par « ajouter », cela est un faux sens, mais grave dans la mesure où tu ne comprends pas d'où vient cet « ajout ». Le verbe à traduire est « argumentan », car en fait, il introduit les explications juridiques qui rendent plausibles la stratégie de récupération du manoir en se basant sur le principe de résidence officielle

du chef d'état, donc propriété de l'état. **Le choix des mots dans ta traduction** laisse apparaître en fait une compréhension trop superficielle du texte.

- **il y a quelques bons réflexes allant dans ce sens d'authenticité du français :** « titre de propriété **DATANT DE 1941** », « la condición, » = **SON statut**, bien aussi.
- la note est plutôt basse car il y a de nombreux passages avec **des contre-sens** (« **los Franco** » traduit par « les franquistes » !!!!! On parle des Franco, comme on dirait « les Dupont, etc. !!! les héritiers de Franco, en fait) **ou des non-sens**. Il faut absolument veiller à ce que les phrases françaises aient du sens. La fin de ta traduction, par exemple, est incompréhensible. Relis bien aussi, car je pense qu'il y a des coquilles, de simples maladresses de clavier, mais un jour d'écrit, il faut aussi **avoir le réflexe de la lecture et de soin porté à votre écriture et votre orthographe**.
- **Il faut aussi lire très attentivement le texte espagnol pour ne pas**

**commettre des erreurs de lecture :** par exemple, dans la dernière phrase, **tu confonds « supusiese » (suponer) avec « supiese » (saber)**. La traduction de « saber » et de « suponer » est bien différente, cela débouche sur un contre sens dans ta traduction.

## **Récupérer le Pazo de Meiràs sans le payer de nouveau**

Huit mois après sa création, la commission d'experts créée par la Xunta afin d'analyser les alternatives qui s'offrent à elle pour que le manoir de Meiràs redevienne patrimoine public s'est décidée pour une stratégie possible. Le comité, présidé par l'historien Xosé Manoel Nùnez Seixas et dont font partie des responsables du Gouvernement galicien, des juristes etc... est favorable à ce que l'Etat mène une action civile pour déclarer nul le titre de propriété du manoir datant de 1941, étant prouvé qu'il s'est agi d'un simulacre de vente, puisque la propriété avait déjà été acquise et donnée au dictateur en 1938 en sa qualité de chef de l'État.

Selon le comité, il est aussi possible de récupérer le manoir du fait de son utilisation officielle réitérée entre 1938 et 1975. L'argument sur lequel est fondé cette stratégie est qu'une fois acquis le statut de bien public, celui-ci devient inaliénable et imprescriptible. C'est-à-dire que les Franco ne pourraient plus alléguer qu'ils sont propriétaires car ils ont occupé le lieu pendant trente ans sans que personne ne s'y oppose, étant donné que le manoir ne perdrait pas son statut de bien public.

Pour les experts de la Xunta, l'utilisation du manoir comme résidence d'été par le chef de l'Etat entre 1941 et 1974 est amplement prouvée. Il est largement démontré que, tout au long de la dictature, l'administration agissait dans le Pazo de Meiràs comme s'il s'agissait d'une propriété publique, en assumant tout type de travaux et d'entretien.

C'est le cabinet du Chef de l'État, par le biais des services d'intendance, qui a également pris en charge toutes les dépenses lorsque Franco et sa famille séjournaient à Meiràs, depuis l'achat de nourriture jusqu'au combustible du chauffage.

Les Franco se déclarent héritiers de bonne foi, estimant que cela puisse ouvrir la porte à une indemnisation. Le gouvernement galicien, après des années de veto sur toute proposition pour récupérer Meiràs, a donné son accord pour analyser de possibles alternatives, tant que cela ne coûte rien à la région.